

ARTICLE 162.

Le ministre provincial des mines sur avis favorable de l'inspection générale des mines désignera parmi les sociétés de commercialisation agréées par le gouvernement central une ou plusieurs habilités à détenir, transformer, transporter, commercialiser et exporter le minerai produit par les coopératives artisanales ou tâcheronales.

ARTICLE 163.

Outre le règlement en devises nationales, les coopératives auront droit sur la valeur exportation de leurs produits à un quota de devises pour satisfaire à leur besoin d'importation de matériel ou de denrées. Ce quota sera fixé après discussion et entente entre le ministre provincial des mines sur les bases proposées après étude et avis de l'inspection générale des mines.

CHAPITRE V

EXPLOITATION TACHERONALE

ARTICLE 164.

Nul ne peut être tâcheron s'il n'est de nationalité congolaise.

ARTICLE 165.

Est tâcheron minier, tout Congolais qui, muni d'une autorisation personnelle de tâcheron, se livre avec le concours d'une main-d'oeuvre congolaise rémunérée par ses soins et non exclusivement choisie parmi sa parenté (voir définition à l'article 157 ci-dessus), à l'exploitation de gisements miniers tombant sous le coup des articles 147, 148, 149, 150, 151, 152, 153, 154, 155 et 158 ci-dessus, tant pour son propre compte, que pour celui de tiers : coopératives ou titulaires de permis ou de concessions d'exploitation.



ARTICLE 166.

Nul ne peut être tâcheron, s'il ne présente les qualifications techniques ainsi que les capacités financières et morales nécessaires.

Le ministre des mines du gouvernement central, sur avis favorable de l'inspection générale des mines pour les qualifications techniques, du chef coutumier et des autorités administratives du lieu de résidence de l'intéressé pour les capacités financières et morales, accordera l'autorisation personnelle de tâcheron suivant modalités et conditions fixées dans le règlement minier.

Sur proposition du ministre provincial des mines, après avis de l'inspection générale des mines pour raisons techniques ou de sécurité, des autorités administratives et du chef coutumier pour raisons financières, sociales, morales ou pénales, un tâcheron peut être déchu disciplinairement de son autorisation personnelle de tâcheron par arrêté ministériel du ministre des mines du gouvernement central.

ARTICLE 167.

L'autorisation personnelle de tâcheron ouvre droit pour l'intéressé à travailler comme chef de chantier sur tout gisement classé artisanal, soit pour son compte personnel, soit pour le compte d'une coopérative, soit pour le compte d'un tiers titulaire des droits d'exploitation.

ARTICLE 168.

Tout titulaire d'une autorisation personnelle de tâcheron sera tenu de se faire enregistrer au bureau de l'inspection générale des mines de la province où il désire exercer ses activités.

ARTICLE 169.

L'ouverture de travaux par un tâcheron déterminé sur un gisement particulier est soumise à l'autorisation préalable du ministre provincial des mines donnée sur avis favorable des chefs coutumiers et des autorités administratives locales dont relève le gisement en question, et de l'inspection générale des mines pour les questions techniques et de sécurité.

ARTICLE 170.

Les conditions et modalités d'attribution du droit d'exploitation sur un gisement déterminé par un tâcheron, ainsi que les taxes et redevances à acquitter sont fixées dans le règlement minier.



ARTICLE 171.

Le droit d'exploitation d'un gisement classé artisanal donné est accordé pour une durée illimitée, sous réserve que son exploitant artisan ou tâcheron n'ait fait l'objet d'aucune déchéance disciplinaire ou pour raison de sécurité, prévues aux articles 161 et 166 ci-dessus.

ARTICLE 172.

Le tâcheron est soumis à des obligations de préparatoires du gisement suivant instruction de l'inspection générale des mines, sous peine de suspension de son autorisation et de déchéance de ses droits d'exploitation après deux préavis de six mois non suivis d'effet.

ARTICLE 173.

Le droit d'exploitation d'un gisement artisanal donné, après cinq ans d'exploitation avec travaux préparatoires, ouvre droit à un classement comme bien mobilier transférable non susceptible d'hypothèque.

ARTICLE 174.

Le transfert d'un droit tâcheronal d'exploitation à un autre tâcheron ou à une coopérative tâcheronale ou artisanale d'exploitation après les cinq premières années de travaux est soumis à l'autorisation du ministre provincial des mines sur avis favorable des chefs coutumiers, des autorités administratives locales et de l'inspection générale des mines.

ARTICLE 175.

Le transfert à une société ou à un particulier ne peut intervenir que sous réserve expresse que des découvertes aient mis en évidence :

- a) - l'absolue nécessité d'exploiter le gisement en question industriellement;
- b) - l'impossibilité pour les tâcherons de l'exploiter individuellement ou en coopérative.

ARTICLE 176.

Un particulier ou une société titulaire de permis ou de concession d'exploitation est autorisé à recourir aux bons offices des tâcherons chaque fois que les résidus exploitables de tout ou partie d'un gisement ne justifient plus une exploitation industrielle, après autorisation de l'inspection générale des mines.



ARTICLE 177.

Le particulier ou la société titulaire de permis ou de concession d'exploitation, ayant obtenu l'autorisation prévue à l'article 176 ci-dessus, sera autorisé à payer le tâcheron proportionnellement aux travaux exécutés d'après un barème unitaire de base, approuvé préalablement par l'inspection générale des mines. Ce barème devra être composé de telle façon que le tâcheron :

- a) - puisse assurer la paie de sa main d'oeuvre à un taux égal ou supérieur au minimum légal;
- b) - soit indemnisé de ses consommations normales en outillage, bois, ingrédients, essence, explosifs, etc.;
- c) - perçoive un minimum de quinze pour cent sur le montant des salaires et la valeur de produits divers consommés pour lesdits travaux miniers.

ARTICLE 178.

Les charges d'assurances, accidents, retraite et sécurité sociale incombent au titulaire des permis ou concessions d'exploitation ayant ordonné les travaux.

ARTICLE 179.

Le tâcheron devra se conformer strictement aux ordres du titulaire des droits miniers, sauf en cas de sécurité urgente où il est autorisé à prendre toutes mesures nécessaires sur l'heure, quitte à en aviser le titulaire sans retard.

En cas de contestation, l'arbitrage souverain et sans appel de l'inspection générale des mines est obligatoire.

ARTICLE 180.

Le titulaire du permis ou de la concession d'exploitation reste seul responsable vis-à-vis de l'inspection générale des mines et du ministre provincial des mines de la bonne exécution des travaux, de la sécurité et de toutes les obligations incombant aux titulaires de droits d'exploitation.



TITRE IV

CARRIERES.

ARTICLE 181.

Les carrières définies à l'article 9 ci-dessus appartiennent au propriétaire du sol, mais aucune exploitation ne peut en être ouverte sans l'autorisation de l'inspection générale des mines, et la surveillance en incombe à ce même bureau.

ARTICLE 182.

L'exploitation des carrières est soumise aux règles de sécurité et protection du personnel et du public prévues dans le règlement minier.

ARTICLE 183.

Le propriétaire du terrain qui désire céder son droit sur la carrière peut soit vendre le terrain, soit louer le terrain en spécifiant expressément que cette location comporte droit d'exploitation de la carrière avec ou sans limite de cubage ou tonnage, après autorisation préalable de l'inspection générale des mines.

ARTICLE 184.

L'autorisation d'exploiter une carrière peut être suspendue par l'inspection des mines pour non observance des règles de sécurité tant vis-à-vis du personnel que des tiers, après deux observations à intervalle de trois mois non suivies d'effet.

ARTICLE 185.

Le propriétaire dont l'autorisation a été suspendue garde toujours le droit soit de vendre, soit de louer sa carrière, seule la location aux fins d'exploitation de carrière étant soumise à l'autorisation prévue à l'article 182 ci-dessus.

ARTICLE 186.

Tous travaux souterrains d'exploitation de carrière peuvent, si l'inspection générale des mines l'exige, comporter la présence permanente sur le chantier d'un technicien qualifié.



ARTICLE 187.

L'exploitation des carrières est soumise au paiement d'une redevance basée sur le cubage ou le tonnage extrait.

Le taux de redevance en est fixé annuellement par le ministre provincial des mines, sur proposition de l'inspection générale des mines.

ARTICLE 188.

La fixation de la redevance unitaire due au propriétaire de la carrière par le locataire exploitant est soumise à un accord préalable du ministre provincial des mines après avis de l'inspection générale des mines.

ARTICLE 189.

A tout instant et en particulier à la fermeture des travaux dans une carrière, l'inspection générale des mines peut exiger conformément et solidairement du propriétaire et de l'exploitant locataire l'exécution de travaux de sécurité, qui, si besoin est, seront exécutés aux frais de ces derniers.

TITRE V

PASSAGE D'UNE SUBSTANCE DE LA CLASSE CARRIERE A LA CLASSE MINE

ARTICLE 190.

Au cas où suivant les dispositions de l'article 8 ci-dessus une substance passe de la classe "carrière" à la classe "mine", tout exploitant d'une carrière de ladite substance à la date de la publication de l'ordonnance, a droit à la délivrance d'un permis d'exploitation, et il dispose d'un délai de six mois pour déposer sa demande, et d'un an avec prolongation éventuelle pour satisfaire aux obligations prévues aux articles 57 ou 88 ci-dessus. Dans ce cas précis seulement, le demandeur du permis d'exploitation sera dispensé des obligations d'obtention et de détention d'une autorisation personnelle d'acquérir des droits miniers ou d'un permis spécial de recherches.

ARTICLE 191.

Dans un délai de six mois à dater de la publication de l'ordonnance du passage d'une substance de la classe "carrière" à la classe "mine", les nouvelles dispositions financières et fiscales seront applicables à l'exploitation de ladite substance.

TITRE VI

DISPOSITIONS GENERALES

CHAPITRE I

RENSEIGNEMENTS

ARTICLE 192.

Sont chargés de l'inspection générale des mines les "ingénieurs des mines" mandatés directement ou par délégation, par le ministre des mines du gouvernement central.

ARTICLE 193.

Tout titulaire de droits miniers, tout exploitant industriel, tout amodiataire, tout tâcheron, toute coopérative minière ou autre sont tenus, sous peine de sanctions fixées dans le règlement minier :

- a) - de fournir à l'inspection générale des mines, sans restriction ou limitation, tous renseignements synthétiques, périodiques ou épisodiques sur les plans technique, géologique, minier, financier, économique, monétaire, comptable;
- b) - de tenir dans les formes prescrites tous registres, toutes cartes, tous plans du jour ou du fond.



ARTICLE 194.

Tout membre de l'inspection générale des mines dûment mandaté par le ministre des mines du gouvernement central ou par l'ingénieur inspecteur général ou un des ingénieurs en chef de l'inspection générale des mines a tous pouvoirs pour :

- 1) - inspecter tous travaux, toutes installations, tout bâtiment, tout matériel ou mobilier sur l'ensemble des zones du territoire congolais couvertes par un droit minier de quelque nature qu'il soit, qu'il ait été accordé antérieurement ou postérieurement à la date de l'entrée en vigueur du présent code;
- 2) - compiler, prendre des notes, photocopier tout document technique, géologique ou minier, financier, économique, monétaire ou comptable concernant les sociétés, les particuliers, les tâcherons, les coopératives artisanales ou autres, en charge ou ayant entrepris des travaux miniers à quelque titre que ce soit (exploitant titulaire ou amodiatiaire, entrepreneur, tâcheron);
- 3) - prélever tout échantillon, prendre toutes photographies de tous travaux du fond et de surface, de toutes installations, bâtiments et matériel et de tous documents ou registres, nécessaires au bon accomplissement de sa mission.

ARTICLE 195.

Les géologues ou prospecteurs du service géologique ou de l'Office économique de développement minier ont, sur autorisation générale de l'inspection générale des mines, le droit de visiter en tout temps tous travaux de prospection, recherches ou exploitation et d'y faire exécuter par le titulaire aux frais du service tous travaux et fouilles d'ordre minéralogique et géologique, d'y prélever des échantillons et d'y recueillir toute documentation de cet ordre, de prendre connaissance et copie sur place de tous renseignements recueillis par les exploitants et d'exiger la remise d'échantillons.

ARTICLE 196.

Tous les renseignements ci-dessus ne devront être utilisés qu'aux fins du service; ils seront strictement confidentiels pendant dix ans et ne pourront faire l'objet de publication que passé ce délai.

Toutefois, ces renseignements pourront être utilisés et publiés globalement à des fins de statistiques documentaires avant la fin dudit délai.



ARTICLE 197.

Tout titulaire ou amodiataire de droits miniers refusant de fournir ou ne fournissant que partiellement les renseignements synthétiques et détaillés dans les conditions prévues aux articles 193, 194, 195 et 196 ci-dessus, sera considéré comme n'ayant pas satisfait à ses obligations de prospection, recherches, préparation ou exploitation, et sera déchu de tous ses droits sans indemnité ni compensation, étant entendu qu'un délai maximum de six mois sera accordé au titulaire ou amodiataire pour régulariser sa situation.

ARTICLE 198.

Lorsque pour une raison de troubles, guerres ou cataclysmes, l'inspection générale des mines ne dispose plus des dossiers, archives de prospections, recherches, préparatoires ou travaux d'exploitations, le titulaire ou l'amodiataire des droits en question est tenu de lui en fournir un duplicata, sous peine des sanctions prévues à l'article 197.

S'il peut prouver que ses propres dossiers ont été détruits par fait de troubles, guerre ou cataclysme, il appartiendra au titulaire ou à l'amodiataire d'exécuter une nouvelle série de travaux à peine de déchéance.

CHAPITRE II

SANCTIONS PENALES

ARTICLE 199.

Quiconque aura frauduleusement :

- a) - porté une fausse indication sur un poteau-signal ou une borne;
- b) - placé, déplacé ou dégradé un poteau, un poteau-signal ou une borne;
- c) - fait une fausse déclaration ou fait usage de documents qu'il savait faux ou erronés,

en vue d'obtenir ou de faire obtenir un droit minier, soit d'empêcher autrui d'en obtenir ou d'en exploiter, sera puni d'une servitude pénale et d'une amende ou d'une de ces deux peines seulement, suivant taux et modalités fixés dans le règlement minier.

D'autre part, sur proposition de l'inspection générale des mines, le ministre des mines du gouvernement central peut prononcer la suspension temporaire ou définitive de l'autorisation personnelle d'acquérir des droits miniers, ou l'annulation des droits miniers acquis.



ARTICLE 200.

Quiconque se livre à des travaux de recherches ou d'exploitation des mines sans y être autorisé en conformité au présent code sera puni d'une amende, suivant taux et modalités fixés dans le règlement minier, sans préjudice de tous dommages-intérêts.

Toute extraction, toute commercialisation, tout transport de substances concessibles par un tiers dans un lieu ou en provenance d'un lieu sur lequel il ne dispose pas des droits miniers est considéré comme vol de minerai, et à ce titre sera passible des sanctions fixées dans le règlement minier.

ARTICLE 201.

En cas de vol des substances concessibles :

- 1.- si le vol est fait à l'intérieur d'un permis ou d'une zone exclusive de recherches ou d'un permis ou d'une concession d'exploitation, les minéraux ou minerais appartiennent au titulaire ou à l'amodiataire des droits miniers;
- 2.- si le vol est fait à l'extérieur des permis ou des terrains concédés, lesdites substances appartiennent à l'Etat;
- 3.- en cas de doute, les substances volées sont considérées comme appartenant à l'Etat.

ARTICLE 202.

Nul ne peut détenir ou commercialiser des diamants non taillés ni de l'or ni toute autre matière précieuse non ouvrés si ce n'est en vertu d'un droit minier de recherches ou d'exploitation ou d'une autorisation spéciale d'achat et commercialisation.

Le règlement minier fixera les conditions de détention, travail, poinçon et certificat d'origine des matières précieuses et les pénalités applicables aux contrevenants.

ARTICLE 203.

Quiconque met obstacle à l'inspection des mines, directement ou indirectement, sera puni d'une amende, suivant taux et modalités fixés dans le règlement minier.



ARTICLE 204.

Toute infraction à l'un quelconque des articles du code minier fera l'objet d'un procès-verbal dressé par les ingénieurs inspecteurs des mines.

Tout procès-verbal constatant une infraction sera adressé au président du tribunal civil de la province, qui appliquera les peines et sanctions prévues dans le règlement minier.

CHAPITRE III

CONSEIL SUPERIEUR DES MINES.

ARTICLE 205.

Il sera institué un CONSEIL SUPERIEUR DES MINES comprenant des ingénieurs des mines de l'inspection des mines, des membres des gouvernements central et provinciaux et des administrations publiques intéressées ainsi que des représentants des industries et des mines.

ARTICLE 206.

Un décret du gouvernement central portant règlement d'administration publique déterminera la composition, les attributions et le fonctionnement dudit conseil.

ARTICLE 207.

Le conseil supérieur des mines comprendra obligatoirement :

- le ministre des mines du gouvernement central ou son délégué;
- un représentant-conseiller technique du ministère des finances du gouvernement central;
- un représentant-conseiller technique du ministère des affaires économiques et du commerce intérieur;
- un représentant-conseiller technique du ministère du plan et de la coordination;



- l'inspecteur général des mines;
- l'ingénieur en chef de l'inspection des mines de la ou des provinces intéressées;
- le ou les ministres des mines du ou des gouvernements provinciaux intéressés ou leurs délégués;
- un représentant de la Chambre des industries et du commerce;
- un représentant de la Chambre des mines.

#### ARTICLE 208.

Toute séance du conseil supérieur des mines doit réunir les deux tiers de ses membres pour siéger valablement.

Nulle séance ne peut être valablement tenue sans la présence du ministre des mines du gouvernement central ou de son délégué, qui sont présidents de droit.

Nulle personne physique désignée ne peut se faire représenter dans le conseil supérieur des mines.

Tout membre absent peut rédiger une note sur les questions prévues à l'ordre du jour de la séance; cette note sera lue au début de la séance.

Nulle décision n'est valable si elle n'est prise à la majorité absolue du conseil. En cas de partage égal des votes, la voix du président est prépondérante.

#### ARTICLE 209.

Le conseil supérieur des mines peut agir soit :

- comme conseiller du gouvernement central;
- comme conseiller des gouvernements provinciaux;
- comme arbitre en dernier ressort et sans recours dans tout litige survenu entre les particuliers (sociétés ou personnes physiques) et l'administration.



CHAPITRE IV

MESURES D'EXECUTION

ARTICLE 210.

Un règlement minier, fixé par arrêté ministériel du gouvernement central, établira :

- les modalités d'appréciation des dispositions de la présente loi;
- les conditions et modalités d'attribution des titres miniers;
- les règles de sécurité minière;
- la forme des registres à tenir par l'inspection des mines;
- les mentions que doivent contenir ces registres;
- les sanctions : pénalités et amendes prévues en cas de non application du présent code;
- le mode de communication aux parties intéressées;
- les renseignements périodiques qui doivent être délivrés par les titulaires des droits miniers;
- la forme et la substance des registres, cartes et documents à tenir par l'exploitant.

CHAPITRE V

VALEUR PROBATOIRE DES DOCUMENTS MINIERES

ARTICLE 211.

Les registres officiels miniers et les originaux des autorisations, permis, concessions et conventions délivrés par l'inspection générale des mines font foi en justice jusqu'à preuve littérale contraire.



TITRE VII

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ARTICLE 212.

Tout permis général de recherches en cours de validité à la date d'entrée en vigueur du présent code sera automatiquement et sans autre formalité transformé en autorisation personnelle d'acquérir des droits miniers.

ARTICLE 213.

Tout permis spécial de recherches en cours de validité à la date de l'entrée en vigueur du présent code suivra les règles et prescriptions applicables dans le présent code au permis spécial, la surface restant inchangée.

ARTICLE 214.

Tout permis d'exploitation en cours de validité à la date d'entrée en vigueur du présent code suivra les règles et prescriptions du nouveau code chaque fois qu'elles ne sont pas explicitement et strictement contraires aux droits accordés par l'ancienne législation.

ARTICLE 215.

Tout permis de traitement en cours de validité à la date d'entrée en vigueur du présent code suivra les règles et prescriptions du nouveau code chaque fois qu'elles ne sont pas explicitement et strictement contraires aux droits accordés par l'ancienne législation.

Toute demande de permis de traitement introduite avant ladite date suivra les règles et prescriptions de la nouvelle législation.

ARTICLE 216.

Toute demande régulièrement introduite avant l'entrée en vigueur du présent code, tendant à l'obtention de permis général de recherches, de permis spécial de recherches, de permis ou de concession d'exploitation, suivront automatiquement sans autres formalités les règles et prescriptions du nouveau code concernant respectivement l'autorisation personnelle d'acquérir des droits miniers, le permis spécial de recherches, le permis ou la concession d'exploitation.



ARTICLE 217.

Tout droit minier institué en vertu d'une convention avant la date d'entrée en vigueur du présent code, suivra les prescriptions de la nouvelle législation chaque fois qu'elles ne sont pas explicitement et strictement contraires aux droits accordés par l'ancienne législation ou le texte instituant le droit minier, ou les stipulations de la convention de concession.

ARTICLE 218.

Tous contrats de location, amodiation ou entreprise en cours de validité concernant un permis ou une concession d'exploitation devront être révisés dans les six mois qui suivront la publication du présent code. Passé ce délai ils devront avoir été mis en accord avec les dispositions ci-dessus concernant soit l'amodiation soit l'entreprise, soit le tâcheronat au choix de la plus diligente des parties.

En cas de conflit entre les deux contractants, il en sera référé à la décision de deux experts arbitres. En cas de non accord des arbitres, l'inspection générale des mines tranchera le litige avec possibilité de recours au conseil supérieur des mines.

L'application de la nouvelle convention prendra effet de la date d'entrée en vigueur du présent code, mais en cas de litige les redevances seront temporairement versées suivant l'ancienne convention quitte à parfaire ultérieurement en plus ou en moins.

ARTICLE 219.

Le présent code abroge les dispositions des lois, ordonnances et décrets qui suivent :

....

TITRE VIII

ENTREE EN VIGUEUR DU PRESENT CODE

ARTICLE 220.

Le présent code entrera en vigueur le ....





BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 23 octobre 1963.

NOTE TECHNIQUE N° 1.

à : Monsieur le Ministre des Terres, Mines et Energie  
de : Roger Richard, Conseiller principal p.i.  
Mines et Ressources Naturelles.

objet: - Aluminium -  
De l'importance exceptionnelle de l'électrométallurgie  
dans l'économie du congo -  
De quelques données économiques et financières sur  
l'Aluminium.

Le Congo, à lui seul, semble totaliser près de 20%  
du potentiel énergétique hydroélectrique mondial, dont une  
part importante est représentée par Inga et d'autres chutes  
à très bas prix de revient.

Cette richesse reste, pour l'instant, en grande  
majorité inexploitée, l'une des meilleures et sans doute la  
meilleure façon d'en tirer partie, serait de la valoriser en  
incorporant cette énergie à des produits, matières premières,  
minerais, etc. pour exporter des métaux, produits chimiques,  
ou autres produits semi-finis.

Il faut donc d'urgence étudier les caractéristiques  
techniques et économiques des fabrications les plus grosses  
consommatrices d'énergie électrique.

Voici approximativement les ordres de grandeur  
d'énergie électrique consommée pour produire :

1 Tonne d'Aluminium	- 18.000 kwh.
1 Tonne de silicium	- 13.000 kwh.
1 Tonne de ferro-chrome	- 11.000 kwh.
1 T. de ferro-silicium	- 9.000 kwh.
1 Tonne de carbure	- 3.500 kwh.



Nous rassemblerons ultérieurement les données et renseignements sur l'ensemble des produits de l'électrometallurgie et de l'électrochimie; dans la présente note nous consignerons les principales données concernant l'aluminium.

a) Evolution des prix de l' Aluminium.

*note*  
D'un prix supérieur à celui de l'argent en 1854, l'aluminium, ~~sa~~ baissa de prix à tel point qu'en 1900 il cotait à New York 32,7 cents la livre, soit encore plus cher que l'étain et deux fois plus cher que le cuivre, et huit fois plus cher que le plomb et le zinc - A l'heure actuelle, ses cours nettement inférieurs aux cours du cuivre.

b) Evolution de la consommation, ses causes.

En 1963 la consommation d'aluminium est environ 500 fois plus élevée qu'en 1900. Les raisons justifiant cet essor sont :

Techniques et réside dans ses propriétés spécifiques :

- densité 2.7 (3 fois moins lourd que le cuivre)
- haute conductibilité électrique (61% de celle du cuivre)
- équivalence pratique électrique de 1 k. d'al. pour 2 k<sup>2</sup> de cuivre.
- résistivité à la corrosion élevée.
- non toxicité.
- conductibilité thermique élevée.
- haut pouvoir réfléchissant et bonnes qualités d'isothermie.
- réducteur puissant utilisé dans la production de divers métaux non-ferreux.
- aluminothermie.
- point de fusion peu élevé 650°
- grande malléabilité.
- nombreux alliages dont la résistance mécanique varie de 6 kg/m/m à 70 K<sup>2</sup>m/m<sup>2</sup>.



c) Production actuelle - perspectives d'avenir.

1<sup>o</sup>) Production.

En 1900, il n'existait que six pays producteurs, à fin 1957, il en existait 24; avant 1939, la production doublait tous les 10 ans (7% d'augmentation annuelle); actuellement l'industrie de l'aluminium subit la loi du doublement en cinq ans.

La production partie de quelques kilos en 1854 a atteint :

5.800 T. en 1900  
3.450.000 T. en 1957  
atteindra 6.400.000 T. en 1965

(voir courbe)

La production mondiale de bauxite dépasse 17 millions de Tonnes, les principaux producteurs étant :

Surinam : 3.500.000 T.  
Jamaïque : 3.000.000 T.  
Guyanne anglaise : 2.000.000 T.

En Europe, la France vient en tête avec 1.500.000 T., les prévisions mondiales de répartition de production pour 1964 sont :

Amérique :	3.600.000 T.	Alu
Europe :	1.000.000 T.	u
Afrique :	200.000 T.	h
Asie, Océanie :	375.000 T.	h
U.R.S.S. :	1.250.000 T.	u
	6.425.000 T.	v

De 1964 à 1971, il serait prévu une augmentation de la capacité de 70%, soit 4.600.000 T. environ.

2<sup>o</sup>) Capacité des usines.

La plus grosse usine du monde est actuellement à Arvida au Canada - elle a une capacité de 330.000 T/an, et d'ici peu celle de Kitimat en Colombie Britannique sera de 500.000 T/an.

L'alimentation d'une pareille usine exige une extraction minière de 2 millions de Tonnes de bauxites à 50%, et une production de 8 milliards de kwh, ce qui suppose une puissance installée de 1 million de kw

KW  
./...



A la fin de 1938, trois usines dépassaient la capacité de 50.000 T., ensuite quelques rares usines produisaient de 30 à 40.000 T. et la majorité des installations dites moyennes avaient une capacité de 7 à 10.000 T.

Dans quelques années, l'usine de Kitimat (Colombie Britannique) franchira le cap des 500.000 T/an.

Aux U.S.A., la capacité unitaire des installations est très élevée :

une usine dépasse : 200.000 T. *plus*  
cinq " dépassent : 100.000 T.  
deux ont une capacité inférieure à 50.000 T.

- En Europe, St Jean de Maurienne en France vient en tête avec 65.000 T.

ensuite arrivent : Raushofen Autriche avec 60.000 T *T*  
Innwerk Allemagne avec 50.000 T

Ces chiffres dépendent des possibilités énergétiques locales.

- En Afrique cette cause de limitation ne joue plus, mais le goulot d'étranglement pour l'Afrique reste les candidatures d'investisseurs éventuels.

Ainsi qu'on l'a bien compris, c'est l'électricité qui est le facteur déterminant de l'industrie de l'aluminium.

La consommation d'énergie électrique par tonne, partie de 30.000 kwh en 1920 s'est abaissée successivement à 25.000 kwh en 1938 pour glisser à 18.000 kwh à l'heure actuelle, et s'abaissera à quelque 14.000 kwh en 1970 - (voir courbe).

Cette réduction de consommation s'explique par les progrès techniques de l'équipement.

La fabrication de l'Al est une électrolyse ignée, qui a débuté dans des cuves travaillant dans une intensité de 5.000 A.; cette intensité a passé, à la veille de la dernière guerre à 40.000 ou 50.000 A.

Actuellement, à l'usine d'Auzat, *près* où elles sont nées en premier, les cuves sont à 100.000 A mais, qui plus est, les français ont à l'essai des cuves plus puissantes encore, et il semble qu'un chiffre de 200.000 A puisse être envisagé pour 1970.



La modernisation a aussi porté sur les auxiliaires  
mécaniques pour l'alimentation en alumine,  
le piquage,  
la coulée  
qui ne sont plus exécutés manuellement.

Cette modernisation et cette mécanisation se sont  
traduites par un abaissement spectaculaire des heures de  
main-d'oeuvre par tonne d'aluminium produite :

120 h. par tonne en 1939 (extraction minière  
exclue)

en 1951      54 h.  
1961      30 h.

et il semble qu'il tende vers 20 h. avec la gigantisation  
des usines et des cuves.

La part de la France a été déterminante dans  
la mise au point des techniques de l'aluminium, et encore  
maintenant elle reste le leader du progrès technique  
industriel. *en cette matière.*

Les récents contrats d'équipements conclus entre  
les français et la plupart des grands producteurs mondiaux  
d'aluminium, dont ceux d'Amérique du Nord, démontrent la  
réalité de cette position de leader.

### 3<sup>e</sup>) Perspectives d'avenir de la production.

De 1900 à 1945, l'aluminium est passé du rang  
de métal secondaire à celui de chef de file des non-ferreux.

en 1900    -    six pays producteurs  
1954    -    24    "    "  
avant-guerre - doublement de la production en 10 ans  
après-guerre -    "    "    en 5 ans.

#### Projets actuels porteront

la capacité production	1964	:	1957
en Amérique Nord et Sud	3.580.000	:	2.250.000 T.
Europe	1.000.000	:	650.000
Afrique	200.000	:	10.000
Asie, Australasie	375.000	:	95.000
U.R.S.S. Est-Européen	1.250.000	:	685.000
Total	6.405.000	:	3.690.000

au cours des 7 années à venir, la capacité mondiale d'aluminium  
serait augmentée de 70%.



aux U.S.A. de nouveaux groupes (Alin Revere et Harvey Aluminium) se sont joints aux anciens producteurs.

au Canada - au seul producteur local, grand et principal exportateur mondial, vient s'ajouter :

la capacité du nouveau producteur canadien British Aluminium en cours de création.

Sur l'Amérique du Sud, nous possédons peu de renseignements sur les projets de création, mais un essor prochain assez spectaculaire est à prévoir.

Dans le bloc des pays de l'Est - l'U.R.S.S. (mais aussi Chine populaire) viendrait au deuxième rang mondial.

En Europe de l'Ouest, on prévoit d'ici 1964, une augmentation de production de l'ordre de 350.000 T. (Norvège surtout).

- En France l'utilisation du gaz de Lacq permettra une nouvelle progression de 75.000 T/an.

En Afrique - Depuis le 1/2/57, l'usine d'Edea fonctionne au Cameroun (franco-Belge) - elle a atteint sa pleine capacité, soit 45.000 T/an à juin 1958.

- en Guinée à Fria près du Konkouré, a démarré en 1960 une usine de 480.000 T/an dont la capacité est susceptible de doubler ou tripler dès que le besoin s'en fera sentir. La société est (anglo-franco-américano-suisse).

- en Guinée encore, la société française des bauxites du Midi, filiale du groupe canadien aluminium limited, projette la création à Boké dans le bassin du Kogon d'une usine d'une capacité initiale de 220.000.

le projet du Souapiti sur le Konkouré en Guinée est de 150.000 T/an d'Al.

Au Moyen-Congo, le projet du Kouilou porte sur une capacité annuelle de 250.000 T.

Ce sont encore des projets issus d'une initiative française avec participants étrangers : européens et américains.

Au Congo Léo - Le Syndicat Belge de l'Aluminium avait conclu un accord avec les producteurs de sept pays pour former un organisme commun d'études Aluminga devant utiliser une partie de l'énergie potentielle d'Inga : 30.000.000 de kilowatts minimum pouvant fournir une production annuelle de 240 milliards de kwh. à un prix de revient voisin 0,0040 US.dollars le kilowatheure.



- Dans le cas d'une réalisation d'une première tranche de 3 millions de kilowatts, le prix prévisionnel semble devoir être de 0,0063 US.dollars le kilowatheure.

4<sup>a</sup>) Energie hydro-électrique ?  
ou Energie d'origine thermique ?

Jusqu'à la dernière guerre, seule l'énergie hydro-électrique était utilisée pour la fabrication de l'aluminium, à l'exception toutefois de l'Allemagne qui utilisait ses énormes gisements de lignite pour fabriquer une énergie thermique.

Depuis 1946, cette tendance évolue sensiblement, car les dernières disponibilités en potentiel hydro-électrique à bas prix de revient auront bientôt disparu, si ce n'est déjà fait.

La tendance actuelle est donc de satisfaire les besoins en aluminium des pays à population dense hautement évoluée et les besoins des pays en cours de développement en augmentation progressivement accélérée, soit *en augmentant* la production par recours aux ressources hydroélectriques économiques des régions lointaines et peu peuplées, dont le potentiel est encore énorme, soit *en se tournant* vers une énergie d'origine thermique : charbon - gaz - fuel ou atomique (sans doute vers 1975).

Aux U.S.A. en particulier, l'évolution vers les centrales à charbon s'explique par les progrès considérables réalisés depuis la dernière guerre - tant sur le secteur :

*du* prix de revient des combustibles,  
*qui* augmentation des rendements des centrales thermiques.

En ce qui concerne le Congo, son énorme potentiel hydro-électrique inutilisé (20% du potentiel mondial hydro-électrique, lui réserve une place de choix dans la compétition entre les candidats aux investissements étrangers.

5<sup>a</sup>) Perspectives congolaises.

Utilisation d' INGA.

Nous avons relevé plus haut :

- a) que les besoins de la consommation augmenteront environ de 4.600.000 T. d'ici 1971.
- b) que les potentialités des projets en cours représentent :



Afrique :

- Fria - Konkouré :	500.000 T. immédiat.
supplément 1ère tranche	500.000 T.
"      2ème      "	500.000 T.
- Boké - bassin du Kogon	220.000 T.
- Souapiti - Konkouré	150.000 T.
- Kouilou	250.000 T.

Europe de l' Ouest : 500.000 T.

U.R.S.S. - Chine ? 500.000 T. ?

U.S.A. - Canada ? 500.000 T.

à vérifier en interrogeant ces pays.

Amérique du Sud ? 500.000 T.

Cela représenterait environ un total de 4.100.000 T.

Il ne paraît donc pas a priori déraisonnable de concevoir un avant-projet portant sur un tonnage de 600.000 T. dont l'entrée en production interviendrait en 1971, et serait prêt pour la décade de 1971 - 1981 où la consommation devrait passer de 11 millions de Tonnes à 22 millions de Tonnes, ce qui entraînerait la réalisation <sup>du</sup> triplement du potentiel congolais passant à partir de 1975 à 1.800.000 T.

c) Perspectives raisonnables pour Inga.

Nous admettons donc pour Inga une perspective de création d'une usine d'une capacité de 600.000 T. en 1971. Les progrès techniques en cours nous obligent à tabler sur une consommation de 15.000 kwh par Tonne d'Aluminium,

- soit environ 2 kw de puissance de production utilisés par tonne annuelle,
- soit 1.200.000 kw au total,
- pour être compétitif, il conviendrait de réaliser une première tranche d' Inga portant sur 3.000.000 de kwh avec un prix de revient de 0,0060 US.\$.

./...



Signalons en passant que le prix de revient moyen de l'électricité utilisé dans l'électrometallurgie norvégienne est estimé à 0,0042 US.\$ le kwh.

La réalisation des tranches ultérieures d' Inga abaisserait certainement le prix de revient au-dessous de 0,004 \$.

La fabrication de 600.000 T. annuelles d' Al à Inga utiliserait la puissance de 1.200.000 kw sur la base d'une première centrale de 3.000.000 kw -

resterait 1.800.000 kw à utiliser

en Electrometallurgie  
Electrochimie.

Nous établirons ultérieurement dans une note technico-économique les perspectives de production raisonnables pour le Congo en :

Silicium  
ferro-chrome  
ferro-silicium  
carbure  
engrais azotes,  
soude etc, etc.

- Aspects financiers du projet.

Nous laissons de côté pour l'instant la question du financement d'une première tranche de 3.000.000 kwh sur Inga; elle fera l'objet d'une troisième note : technico-financière.

- x - en ce qui concerne la production d'Aluminium, il convient de scinder le problème en trois parties.
- fourniture de la matière première et problème minier.

Par le gisement de Bauxicongo, dont les réserves certaines seraient approximativement de 60 millions de Tonnes à 38% (après concentration).

Il est nécessaire de pousser plus avant la problème de la concentration pour porter la teneur du minerai en Al<sub>2</sub>O<sub>3</sub> à 50%.

Ce gisement pourrait fournir 2 millions de Tonnes annuelles pendant 30 ans.



Il conviendrait de compléter la fourniture en  $Al_2O_3$  par l'importation d'alumine en provenance d'une usine africaine à raison de 1 million de Tonne par an environ.

- xx Emplacement de l'usine, quelque part entre Matadi et la mer - sur un point du fleuve où il soit possible de faire accoster des minéraliers de grosse capacité, et pas trop loin d'Inga, compte tenu du transport de force à envisager.

Compte tenu de l'électrométallurgie adjointe, on peut raisonnablement envisager pour ce fait en 1971 un trafic voisin de 3 millions de Tonne en minerai à l'importation et en métal à l'exportation. Vu le bas prix du kilowattheure, pour l'électrométallurgie annexe, on peut espérer en 1975 une production d'un ordre de grandeur de 200.000.000 de dollars :

consommant 34.000.000.000 de kwh

pour une puissance installée de 4.000.000. ~~kwh~~ de kw <sup>4 mill. KW</sup>

- xxx Aspects financiers et sociaux du problème de l'aluminium.

En se basant sur les cours actuels, on doit envisager :

Pour la mine.

- Des investissements de l'ordre de 15 millions de dollars.
- La création de 1.000 emplois dont 900 tenus par des congolais.
- Une valeur de production de 9 millions dollars.
- Un montant bénéfice brut de 3.500.000 dollars.
- Un montant de salaires de 1.800.000 dollars.

Pour l'usine.

- Un montant de 400.000.000 de dollars pour les investissements.
- Un chiffre d'affaires global de 360.000.000 \$.
- Un effectif de 10.000 ouvriers ou employés, dont 9.000 congolais.
- Le montant des salaires distribués atteindrait 40.000.000 \$.

Le prix de revient prévisionnel devrait être à la Tonne d'aluminium produite :

matières premières	50 \$
salaires	60 \$
électricité	90 \$



Divers	50 \$
Amortissement	70 \$
Imprévus - charges financières, agios, etc.	30 \$
	<hr/>
	350 \$

Ce qui laisserait un bénéfice brut avant-impôts de 200 \$  
par Tonne,

ou 120 millions globalement avant-impôts.

Il semble raisonnable, compte tenu des avantages à concéder  
aux investisseurs en application du futur code des investis-  
sements de laisser 60.000.000 \$ aux investisseurs étrangers,  
soit 15% dont 10% pour les dividendes  
et 5% en devises réinvestissables.

Il reviendrait à l'Etat :

60.000.000 \$ d'impôts ou participations (pour la fabrique  
d' Al seule) -

La balance créditrice de devises à espérer serait de :

	<u>Crédit.</u>	<u>Débit.</u>
Vente Alu exporté	360.000.000	
Invisibles, salaires, etc.		40.000.000
Imports Al2o3		8.000.000
Maintenance		72.000.000
Réinvestissement		20.000.000
Dividendes		40.000.000
		<hr/>
		180.000.000
Balance créditrice		180.000.000

En résumé, cette opération Aluinga comporterait la création  
de 10.000 emplois, entraîneront la distribution de près de  
40.000.000 \$ de salaires.

L'encaissement d'impôts ou participation :

sur la mine :	1.500.000 \$
sur l'usine :	60.000.000 \$
sur les salaires :	5.000.000 \$
au total environ :	66.500.000 \$
sur la production d'électricité	5.500.000 \$
Total	<hr/> 72.000.000 \$ <hr/>



Le montant des exportations atteindrait :

360.000.000 \$ soit près de  
120 % du montant 1962 des exportations minières,

laissant une balance créditrice nette de 180.000.000 \$ environ.

Cette note technico-économique n'est évidemment qu'une lointaine esquisse très approximative, mais il convient de se rappeler que, sous réserve de rendre la confiance aux investisseurs étrangers par :

- une situation politique stable,
- un budget équilibré,
- une monnaie stable et sûre,
- un code des investissements aux conditions avantageuses,
- le respect strict des engagements de change et financier,
- une fiscalité raisonnable,

il peut, il doit être réalisé au terme indiqué de 1971.



cc: M. Gilpin

M. Lawrence

Conseiller coordination économique et plan.

Nota Bene : Nous n'avons pas traité ici la question de la formation de la main-d'oeuvre et des cadres congolais - le délai de 7 ans - nous donne le temps de mettre au point ce problème, qu'il me suffise de dire que nous pourrions disposer alors de jeunes cadres ayant 2 ans d'expérience électromécanique.--



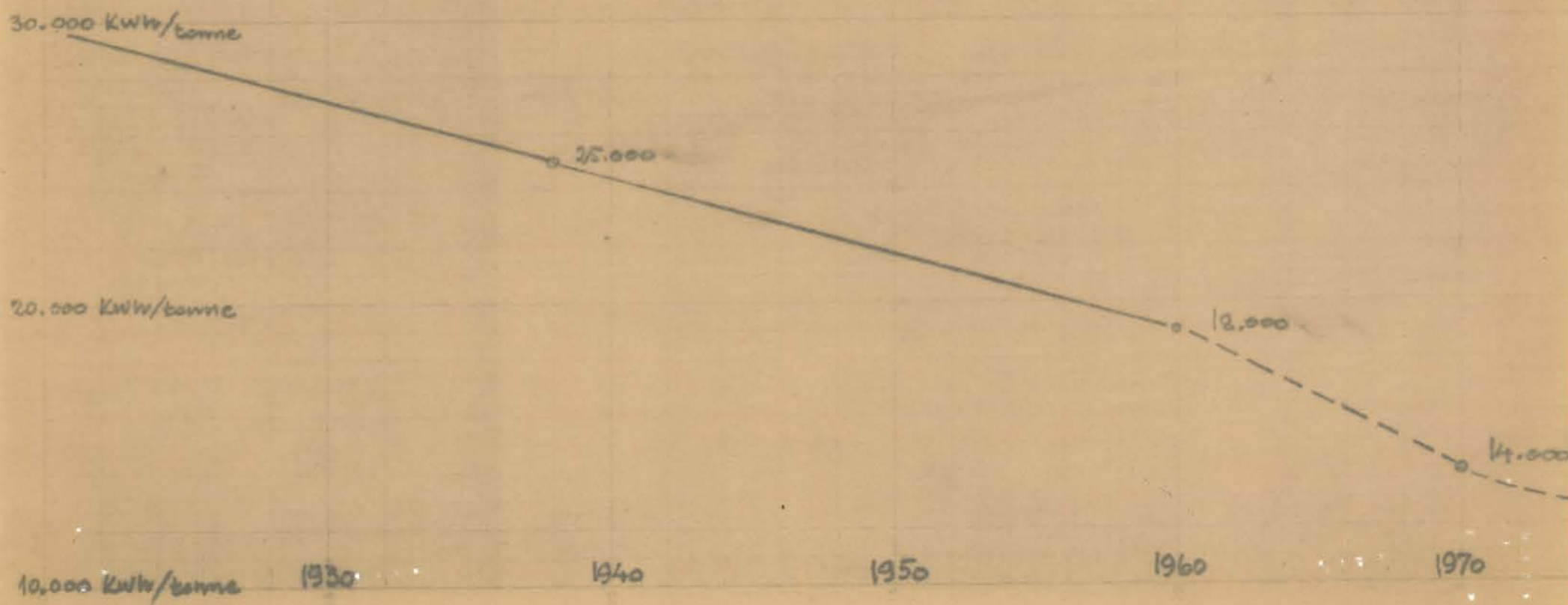


NOTE TECHNIQUE N° 1

ALUMINIUM.

ELECTRO-METALLURGIE

COURBE DE VARIATION DE KWH CONSOMMES  
POUR FABRIQUER 1 TONNE D'ALUMINIUM  
DE 1920 A 1971 (PREVISION)





NOTE TECHNIQUE N°1.

ALUMINIUM.

ELECTRO-METALLURGIE.

COURBE DE VARIATION DE KWH CONSOMMES PAR TONNE D'ALUMINIUM,  
EN FONCTION DE LA CAPACITE AMPERES PAR CUVE.

20.000 Kwh/tonne

10.000 Kwh/tonne

AMPERES / CUVE: 10.000

20.000

30.000





NOTE TECHNIQUE N°1

ALUMINIUM.

ELECTRO - METALLURGIE

COURBE DE VARIATION DE TAUX D'EXPANSION

DE LA PRODUCTION DE 1940 A 1960

ET DE 1960 A 1980 (PREVISION)

25% par an

20% par an

15% par an

10% par an

5% par an

ASYMPTOTE : 6% par an



NOTE TECHNIQUE No. 1.

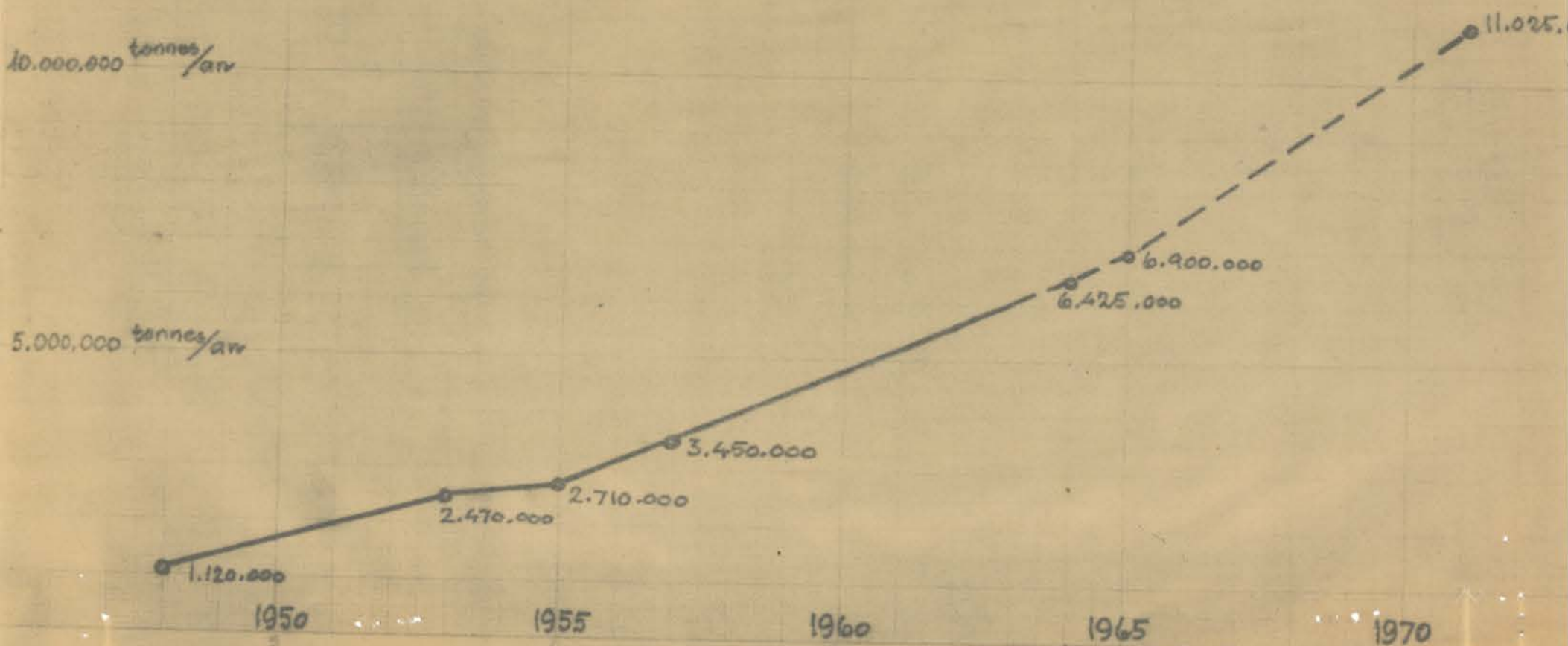
ALUMINIUM.

ELECTRO-METALLURGIE.

COURBE DES TONNAGES PRODUITS

DE 1948 à 1964 —————

DE 1964 à 1971 (PREVISION) - - - -





OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

Le 5 novembre 1963.

à : M. A.C. Gilpin, Chef adjoint des Opérations Civiles  
de : Roger Richard, Conseiller principal p.i.  
Mines et Ressources Naturelles.

Par suite d'une confusion, l'une des courbes annexes de notre rapport "Note technique aluminium n° 1 - Courbe de variation de kwh consommés par tonne d'aluminium en fonction de la capacité ampères par cuve" est fortement inexacte.

... Veuillez donc trouver ci-joint courbe rectificative en 2 exemplaires.

Nous vous serions reconnaissants de :

- 1<sup>o</sup>) remplacer dans le rapport de vos archives la courbe erronée par la courbe exacte.
- 2<sup>o</sup>) adresser un mémo à New York avec un exemplaire de la nouvelle courbe en les priant de procéder eux-mêmes à la rectification.-

A large, stylized handwritten signature in blue ink, likely belonging to Roger Richard, is written over the bottom half of the page.



NOTE TECHNIQUE N° 1.

ALUMINIUM.

ELECTRO - METALLURGIE.

COURBE DE VARIATION DE KWH CONSOMMES PAR TONNE D'ALUMINIUM,  
EN FONCTION DE LA CAPACITE AMPERES PAR ZONE.

MILLE Kwh  
PAR TONNE

30

20

10

1920

50

1940

100

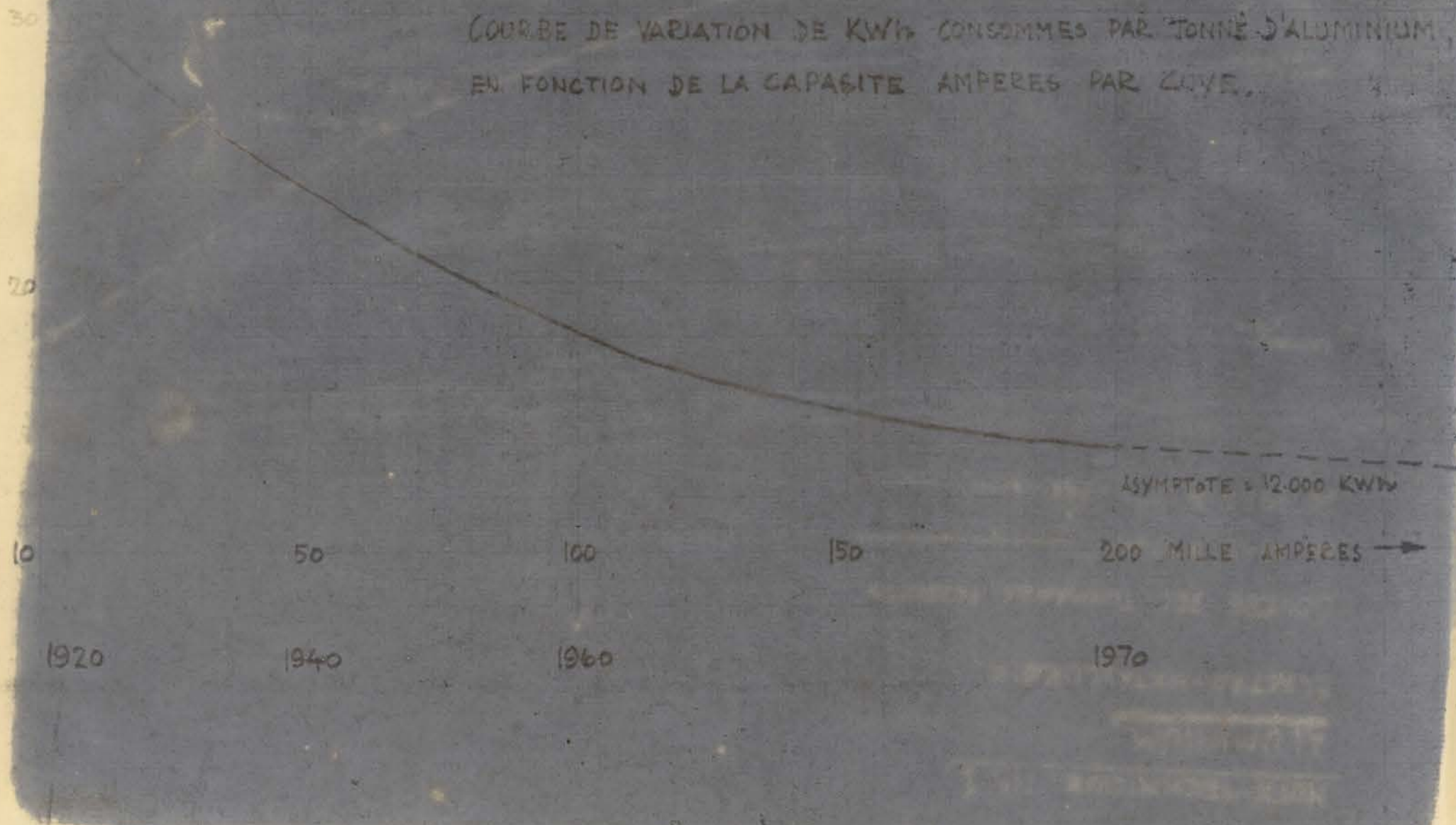
1960

150

ASYMPTOTE = 12.000 KWH

200 MILLE AMPERES →

1970





20-01

P H I B R A K I

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

tenu le mardi 14 octobre 1963

---

1<sup>re</sup>) Le Conseil d'Administration a été tenu à Bruxelles.

Sauf erreur de ma part, PHIBRAKI est une société congolaise, il serait désirable que progressivement C.A. et Assemblée générale se tiennent au Congo, et que parallèlement les dirigeants des sociétés minières congolaises habitent le Congo au moins 6 mois par an.

Il paraît difficile de diriger au mieux une société à 8.000 km de distance, avec pareilles difficultés et lenteurs de transmission de courriers.

La présence des dirigeants de société animerait la vie économique, faciliterait l'intercompréhension, et, sur le plan financier, réduirait les sorties de devises.

Il serait désirable, d'adopter une politique de quotas de devises pour investissements qui favoriserait les sociétés appliquant une politique de présence au Congo des dirigeants.

Réduire les quotas pour invisibles (voyages - frais généraux à Bruxelles), mais augmenter les transferts de salaires pour le personnel et les quotas pour investissements.

I. Procès-verbal de la 4ème réunion.

Ce procès-verbal n'étant pas joint, nous ne pouvons rien en dire.

Quelle est la fréquence des réunions du C.A.

Est-ce la 4ème depuis la fondation ou depuis le début de l'exercice.

Quatre réunions de C.A. en 10 mois c'est fort peu, en général dans des sociétés actives en Europe, un C.A. est tenu chaque mois.

./...



## II. Situation de trésorerie.

1. Etat de trésorerie : Pour vous permettre d'être tenu au courant, il aurait dû être joint avec une copie de l'exposé au P.V.
2. Quelles mesures précises ont été prises pour le paiement des dettes à court terme - pour quel montant ?
3. Appel du solde du capital souscrit - mesure normale, mais quel est ce solde ?
4. Très imprécis ?

Augmentation de capital ?

Est-elle déjà autorisée par assemblée générale - pour quel montant - quelles sont les références de P.V. d'Assemblée générale et C.A.

- Investissements - quel est le programme ?

- Fonds de roulement nécessaire pour activité de la société ?

Il était nécessaire de le préciser par un rappel justificatif succinct mais précis.

- Autorisation du pouvoir concédant pour l'augmentation de capital.

A qui la société va-t-elle s'adresser ? C.E.L. ?  
ou la province du Kivu Central ?

Il y aurait lieu de lui poser la question sans ambages ?

5. Il serait bon de préciser quelles sont les activités présentes de Kivumines - ses liens avec Phibraki (filiales ou sociétés soeurs etc holding)

Quels sont les rapports des dirigeants des 2 sociétés entre eux ?

Le principe de la mesure des avances de fonds pour financement de travaux est admissible, mais il conviendrait de bien connaître le détail des mesures, le mode d'application et les conditions d'intérêt pour le crédit.



Questions annexes -

Phibraki vend-elle directement son minerai au fondeur ou passe-t-elle par l'intermédiaire de Kivumines, avec prélèvement d'un pourcentage ?

Page 2

1. Des précisions de prix seraient désirables.

2. mêmes observations.

3. Ce paragraphe est tellement elliptique qu'il est nébuleux.

A quoi se rapporte ce forfait de 10.000 F (congolais ou belges) - à l'unité de quoi ?

C'est un dialogue de sourds.

III. Prévisions de dépenses et recettes.

Le moins que vous puissiez exiger à ce sujet serait une copie du bilan prévisionnel pour le second semestre. Les deux dernières lignes du III constituent une lapalissade. La cassitérite se vendra, il était nécessaire d'établir une prévision minimum de vente et une ventilation des dépenses.

*à jurer*

IV. Convention avec le Conseil Monétaire.

Je souligne l'anomalie que constitue la discussion directe et individuelle entre les sociétés et le Conseil monétaire sans intervention du Ministère des mines.

V. A) Routes - S.O.

Page 3 -

B) Le tableau de la production remis aux membres du Conseil n'était pas joint au P.V.

Ce paragraphe est par trop anodin, il eut été désirable de rendre compte des mesures prévues pour améliorer le recrutement et la production.

Il serait bon que vous exigiez le tableau des réserves à vue.



C) Matériel.

Il serait désirable que cette question soit présentée sous forme de tableau précis avec indication des coûts et prévisions des améliorations à en attendre.

VI. Programme de travaux.

Pour tirer parti et juger de la situation de la société et de son évolution, il eut été nécessaire de disposer des bilans - profits et pertes - comptes exploitation de 6 années antérieures.

A ma connaissance, ces documents ne sont disponibles ni au cabinet, ni à la direction.

Prévision de production pour 1964.

Elle aurait dû être présentée en tableaux et graphiques avec termes de comparaison depuis 1959.

VII. Réalisation des produits.

Pourquoi ne pas mentionner ces conditions.

VIII. Droits miniers.

S.O.





P H I B R A K I

PROCES-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

tenu le mardi 1er octobre 1963 à 11 heures  
à Bruxelles, 16, rue d'Egmont.

5ème SEANCE

Sont présents : MM. Léon HELBIG de BALZAC, Président du Conseil.  
Clément FOURNIER, Administrateur-Délégué.  
George VAN STAPPEN, Administrateur-Délégué.  
Adolfe BLUM, Administrateur.  
Jacques d'HOOP, Administrateur.  
Paul LALOU, Administrateur.

Sont excusés et ont donné procuration pour les représenter :

MM. Ludwig JESSELSON, Vice-Président.  
Léo FORCHHEIMER, Administrateur.

M. le Ministre RUDAHINDWA, Délégué de la République du Congo, retenu par les devoirs de sa charge, n'a pu assister à la réunion.

M. DE BLOCK, Délégué du C.F.L., s'est fait excuser.

x  
x x

La séance est ouverte à 11 heures sous la présidence de M. Léon HELBIG de BALZAC, Président.

I.- PROCES-VERBAL DE LA 4me REUNION.

Ce procès-verbal est approuvé.

II.- SITUATION DE TRESORERIE AU 31 AOUT 1963 ET SITUATION DES COMPTES AU 30 JUIN 1963.

Le Conseil prend connaissance de l'état de la trésorerie au 31 août 1963 et entend un exposé sur la situation financière de la société à la même date.

Il arrête les mesures qu'il y aura lieu de prendre pour faire face au paiement des dettes à court terme, notamment par l'augmentation du montant du crédit de caisse précédemment consenti par une banque de Léopoldville. Des négociations seront entamées à cette fin.

Le Conseil décide en outre d'appeler le solde du capital souscrit. Il donne mandat aux deux Administrateurs-Délégués de fixer la date du versement.

Au cours d'un prochain passage à Léo, M. Fournier s'enquerra de la possibilité d'obtenir les autorisations administratives nécessaires en vue de réaliser une augmentation du capital pour assurer la bonne fin des investissements envisagés et pour porter le fonds de roulement au niveau que requiert l'activité de la société. L'autorisation du pouvoir concédant sera également sollicitée conformément au prescrit de la législation minière.

Constatant que Kivumines a fait et fait encore actuellement à Phibraki des avances importantes de fonds pour financer les travaux pendant le temps requis pour recueillir les renseignements nécessaires à l'établissement des factures, le Conseil marque son accord pour couvrir l'entrepreneur des dépenses engagées et non encore facturées, par le versement d'une provision égale aux dépenses estimées d'un trimestre.



L'examen du coût des travaux en cours du premier semestre 1963 donne lieu à des commentaires de M. Fournier, qui attire l'attention du Conseil sur le fait que le prix de revient de la route est en diminution par rapport au semestre précédent, quoiqu'il reste trop élevé. On espère encore le réduire, malgré qu'il faille tenir compte de la hausse des salaires dont l'effet doit être normalement corrigé dans l'avenir par un réajustement des parités monétaires.

Le prix de revient de la tonne extraite est aussi en diminution, mais dans ce cas également, il faut tenir compte de la hausse des salaires.

A l'occasion de cet examen, il est fait observer que le forfait de 10.000 F par mois fixé par le Conseil d'administration, lors de sa première réunion du 24 janvier 1962, se révèle actuellement insuffisant pour couvrir les dépenses réelles. Il est convenu que les deux Administrateurs-Délégués prendront contact, en vue d'en revoir le montant, sur la base d'un examen objectif des dépenses de l'assistance technique.

### III. PREVISIONS DES DEPENSES ET RECETTES.

Les prévisions de dépenses pour le second semestre 1963, s'élèvent à 4.727.000 F C. comprenant la contre-valeur de 680.000 F B. Il a été tenu compte pour cette estimation d'une augmentation moyenne de la M.O.A. à raison de 100 unités au courant du quatrième trimestre.

Les recettes de trésorerie dépendront du rythme des évacuations et des ventes pendant la même période.

### IV.- CONVENTION AVEC LE CONSEIL MONETAIRE.

Les conventions en cours feront l'objet de nouvelles négociations au cours des prochains mois. M. Fournier, qui se rend prochainement en Afrique, passera par Léopoldville et s'efforcera d'obtenir une augmentation des transferts annuels en dollars justifiée par l'augmentation des frais, et s'il est possible un complément de transfert pour couvrir les amortissements.

### V.- NOUVELLES DES EXPLOITATIONS MINIERES.

#### A. Routes

D'après le tracé qui est complètement terminé, la route prévue pour relier la route gouvernementale KIGULUBE - KATULU, au centre du gisement Kabili, aura une longueur totale de 22 Km.

La situation des travaux à fin août était la suivante :

- débroussaillage : arrivée au Km. 18
- terrassement : arrivée au Km. 17,100
- portion ouverte à la circulation : Km. 16,500.

./.



Il est prévu que la route sera praticable jusqu'à son terminus en fin d'année. Il restera cependant à ce moment que quelques endroits à remanier, par suite d'éboulements ou de courbes à élargir pour assurer une circulation plus aisée des caissons.

#### B. Exploitations.

Le tableau de la production est remis aux membres du Conseil.

La production totale pour les 6 premiers mois de l'année atteint 34.920 Kg pour une prévision de 34.000 Kg. On constate cependant que s'il n'y a pas de retard pour l'ensemble de la production, cette situation est due au fait que 1.000 Kg ont été produits à Kabili alors qu'aucune production n'était prévue pour ce gisement à fin août. Katulu accuse donc un retard de 1.470 Kg par rapport aux prévisions. M. Fournier fait observer que les effets de la saison sèche en juillet - août invoqués par les services d'exploitation pour expliquer ce retard ne sont pas suffisants pour le justifier, étant donné que cette éventualité était prévue. Des recommandations seront donc faites pour que les deux gisements réalisent chacun, séparément, leur programme, avec si possible, un léger boni.

L'examen du tableau des réserves indique que le coefficient d'exploitation est encourageant. Une augmentation des effectifs M.O., est nécessaire. Il est signalé toutefois qu'en raison des circonstances, la population locale se désintéresse du travail dans les entreprises et que par ce fait les effectifs n'ont pu être accrus comme cela eut été nécessaire. Néanmoins, un effort sera réalisé pour atteindre les prévisions qui tiennent de l'ordre de 350 travailleurs.

#### C. Matériel.

Un camion de 4 T. a été affecté au service des transports Phiraki.

Deux maisons en aluminium ont été fournies pour le personnel européen.

Une table à secousses vient d'être expédiée de Salisbury.

Un projet complet pour la station d'épuration sera fait incessamment et soumis pour avis à M. Sommerlatte.

Il y a lieu de prévoir en outre l'achat d'autre matériel, tel que tôles pour constructions.

Ces différentes commandes seront payées par l'usage des quotas alloués à la société et/ou le fonctionnement des différents comptes Résident Francs Belge et Dollars dont la société peut disposer au Congo dans le cadre de ses accords avec le Conseil Monétaire. Le Conseil marque accord à ce sujet.

#### VI. - PROGRAMME DES TRAVAUX.

La route sera terminée fin 1960. Il y a lieu toutefois de prévoir sa continuation vers la partie ouest du gisement Kabili, lorsqu'un complément de prospection aura permis la mise à jour de nouvelles réserves. Pour l'achèvement des constructions à Katulu et l'érection des premiers bâtiments indispensables à Kabili (bureaux, dispensaire, école, cantine et messes) il est prévu, au cours actuel du change une dépense de : + 1.500.000 F.C.

./.



300.000 F C. pour les préparatoires de Kabili  
de + 1.000.000 F C. de matériel, notamment pour la station  
d'épuration.  
de + 400.000 F C. de prospections pour l'étude des permis  
spéciaux Nyabuke et, éventuellement, un  
début de prospections dans la région ouest  
Kindi,

ce qui porte le total des immobilisations prévues à F C.  
3.200.000 au cours actuel du change.

En ce qui concerne la production, le programme  
actuel de mise en valeur prévoit 52 T. pour l'année et n'appel-  
le pas de modification.

Pour Kabili, le programme sera suivi d'après un  
rythme prévu qui doit porter la production de ce gisement à  
± 67 T. en 1964.

La production totale à prévoir en 1964 est donc de  
119 T., sous réserve bien entendu que l'effectif des travail-  
leurs puisse être porté en 1964 à 400 travailleurs répartis  
comme suit :

- Katulu	: 80
- Kabili	: 250
- Immobilisation	: 70

Tous les efforts nécessaires seront faits pour  
atteindre cet objectif.

#### VII.- REALISATION DES PRODUITS.

Le Conseil est mis au courant des conditions dans  
lesquelles ont été réalisés les 4 premiers lots exportés pro-  
venant des exploitations de Katulu.

#### VIII.- DROITS MINIERS.

Conformément à la décision prise par le Conseil  
d'administration en date du 12 décembre 1962, deux demandes  
de permis spéciaux ont été introduites au nom de Phibraki pour  
couvrir des indices de minéralisation découverts hors polygone  
à l'occasion de la construction de la route.

Le Ministre des Mines et les autorités de la Pro-  
vince ont été informés de l'introduction de ces demandes  
dont l'instruction suit son cours normal.

La séance est levée à 12 h. 30.



OPERATION DES NATIONS UNIES  
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION  
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248  
LEOPOLDVILLE  
REPUBLIQUE DU CONGO  
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

LEGISLATION MINIERE

TABLES DE MATIERES COMPARATIVES.

H.N. ROSS  
INGENIEUR CIVIL DES MINES (N.T.H.)  
EXPERT, ONUC



21 November 1963

To: Mr. R. Richard, Acting Principal Adviser,  
Mines and Natural Resources

From: H.N. Ross, Expert

Objet: Mining Legislation

....

Please find attached the indexes for cross-references  
of the texts of:

1. existing mining law (Décret 24/9-37),
2. project of "Législation des mines" (latest edition),
3. preliminary project of "Règlement minier".

R.



LEGISLATION GENERALE SUR LES MINES

(Décret du 24/9/1937)

TABLE DE MATIERES COMPARATIVE

Décret du 24/9-1937	Projet Législation minière	Projet Règlement minier	Remarques
Article	Article	Article	

TITRE I : PRINCIPES GENERAUX.

1	10	-
2	5	-
3	4	-
4	11 (89 - 107)	-
5	(11)	-
6	(151, 152)	-
7	153	-

TITRE II.

Chapitre I : CONCESSIONS ACCORDEES EN VERTU DE CONVENTIONS

8	-	-	Supprimé
---	---	---	----------

Chapitre II : CONCESSIONS ACCORDEES EN VERTU DE PERMIS.

1 : Régions ouvertes pour recherches.

9	12	-
---	----	---

2 : Du permis général de recherches.

10	11	-
11	14	4
12	-	4,12
13	-	5
14	13,14	(7)
15	15,(34)	-
16	33	-
17	-	8
18	35	9
19	36	10
20	35	11



Décret du 24/9-1937	Projet Législation minière	Projet Règlement	Remarques
Article	Article	Article	
<u>3 : Permis spécial de recherches.</u>			
21	17,20	-	
22	18	-	
23	18	13,14	
24	-	15	
25	-	15	
26	-	15	
27	-	17,18	
28	-	19	
29	-	24	
30	-	25	
31	-	25	
32	-	26	
33	-	28	
34	-	27	
35	-	29	
36	-	30	
37	-	30	
38	-	33	
39	-	(33)	
40	-	31	
41	-	29	
42	-	21	
43	-	21	
44	-	22	
45	-	(23)	
46	-	(23)	
47	-	36	
48	19	34	
49	-	38	
50	22	(41)	
51	-	41	
52	-	43	
53	26	50	
54	24	-	
55	-	39	
56	-	39	
57	28,29,30	44,45	
58	-	49	
59	-	50	
60	-	46,47	
61	17	40	
62	32	53	



Décret du 24/9-1937	Projet Législation minière	Projet Règlement	Remarques
Article	Article	Article	
<u>4 : Du permis d'exploitation.</u>			
63	39,42,75,76	-	
64	-	54,81	
65	45,79	57	
66	-	-	Supprimé
67	-	55,56,81	
68	-	66,61,62,62-1,81	
69	-	62-1,81	
70	-	62-2,81	
71	57,85	73,84	
72	58	74,84	
73	-	-	Supprimé
74	48	-	
75	44	-	
76	47,59,60,61,62,63,81	-	
77	-	-	Supprimé
78	-	-	Supprimé
79	-	-	Supprimé
80	-	76	
81	-	76	
82	46,49,64,78	64	
82 bis	50,51,52	-	
82 ter	55	-	
83	35	65,67,69,82	
84	-	-	
85	52	90	
86	53	-	
87	54,82	68	
88	52,82	-	
89	-	75,84	

5 : De la déchéance et de l'expiration de la concession.

90	65,66,67,68,86	77	
91	69,70	78	
92	64	-	
93	-	-	Supprimé
94	71,73,87,88	79	
95		(80)	



Décret du 24/9-1937	Projet Législation minière	Projet Règlement	Remarques
Article	Article	Article	

CHAPITRE III : DU PERMIS DE TRAITEMENT.

96	39	-	
97	109	-	
98	108	96	
99	(111)	-	
100	(111)	-	
101	(111)	-	
102	(111)	-	
103		99	
104		99	
105		99	
106	111	100-1	

TITRE III : REGIME DES TERRITOIRES CONCEDES AUX CFL, CSK, CNKI.

107	-	-	Supprimé
à			
143	-	-	

TITRE IV : DISPOSITIONS GENERALES.

CHAPITRE I : INSPECTION DES MINES.

144	134	-	
145	132, 133	-	

CHAPITRE II : SANCTIONS PENALES

146	141	-	
147	142	-	

CHAPITRE III : MESURES D'EXECUTION.

148	(38) 138	-	
-----	----------	---	--



Décret du 24/9-1937	Projet Législation minière	Projet Règlement	Remarques
------------------------	-------------------------------	---------------------	-----------

TITRE V : DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

149	148	-
150	149	-
151	-	Supprimé
152	151,152	-
153	-	Supprimé
154	-	Supprimé

TITRE VI : ENTREE EN VIGUEUR DU DECRET

155	154	-
-----	-----	---



PROJET DE  
LEGISLATION DES MINES

TABLE DES MATIERES COMPARATIVE.

Projet	Décret du 24/9-1937	Remarques
--------	------------------------	-----------

Article	Article
---------	---------

TITRE I : GENERALITES ET CLASSEMENT ETC.

1	-	Nouveau
2	-	"
3	-	"
4	3	
5	2	
6	-	Nouveau
7	-	Nouveau
8	-	Nouveau
9	-	Nouveau
10	1	
11	4,5	Nouveau en partie

TITRE II : RECHERCHES MINIERES.

12	9	
13	-	Nouveau
14	-	Nouveau
15	-	" (voir A.M.12/11-37, art. 4 <sup>3</sup> )
16	11 <sup>2</sup>	nouveau en partie
17	21,61	
18	22,23 <sup>1</sup>	
19	48,(24)	Nouveau la plupart
20	21	
21	-	Nouveau
22	50	Nouveau en principe
23	-	Nouveau
24	54	
25	(63)	Nouveau
26	(52,59)	Nouveau la plupart
27	-	Nouveau
28	57	
29	57	
30	57	
31	-	Nouveau
32	62 <sup>2</sup>	Nouveau en partie
33	16	
34	(15)	Nouveau en principe
35	18,20	
36	19	
37	-	Nouveau
38	-	"



Projet	Décret du 24/9-1937	Remarques
--------	------------------------	-----------

TITRE III : EXPLOITATION DES MINES.

GENERALITES

39	63 <sup>1</sup> , 96	
40	-	Nouveau
41	-	Nouveau

CHAPITRE I : CONCESSIONS.

1 : OCTROI DE CONCESSIONS

42	63 <sup>2</sup>	Nouveau en partie
43	- (69)	Nouveau
44	(75)	Nouveau
45	65 (82 <sup>a,b</sup> )	Nouveau en principe
46	82 <sup>2</sup>	
47	76	
48	74	
49	82 <sup>3</sup>	
50	-	Nouveau
51	82 <sup>bis</sup> , 83	
52	85, 88	
53	86	
54	84	
55	82 <sup>ter</sup>	
56	-	Nouveau
57	71	
58	57 <sup>der</sup>	

II : OBLIGATIONS FISCALES (REDEVANCES MINIERES)

59	- (voir D. du 16/3-50, 6me base)	Nouveau
60	-	Nouveau
61	-	Nouveau
62	-	Nouveau
63	-	Nouveau

III : RETRAIT ET FIN DE LA CONCESSION.

64	92 <sup>1,4</sup>	
65	90 <sup>2,3</sup>	Nouveau
66	90 <sup>5</sup>	
67	90 <sup>6</sup>	
68	91	
69	-	Nouveau
70	-	



Projet	Décret du 24/9-1937	Remarques
71	94 <sup>2</sup>	
72	-	Nouveau
73	94 <sup>1</sup>	
74	-	Nouveau

CHAPITRE II : PERMIS D'EXPLOITATION

(Nouveau)

75		voir dans présent projet l'art.42
76	(65 <sup>2</sup> )	" 43
77		" 50
78		" 46,49
79		" 45
80		" 56
81		" 59,60
82		" 51-54
83		Nouveau
84		Nouveau
85		" 57
86		" 65-68
87		" 71
88		73
89 - 107		Nouveaux

CHAPITRE IV : PERMIS DE TRAITEMENT DE MINERAIS.

108	-	Nouveau
109	97	
110	-	Nouveau
111	(98,99,100,101,102)	Nouveau
112	-	Nouveau
113	-	Nouveau



Projet	Décret du 24/9-1937	Remarques
Article	Article	
<u>TITRE IV : DES CARRIERES</u>		
114	(1)	Nouveau
115-124	-	Nouveaux
125	(90)	Nouveau
126		Nouveau
<div> <div></div> <div>voir les art. 81, 83, 86, 87</div> <div>et 88 du projet lég. min.</div> </div>		
<u>TITRE V : PASSAGE DANS LA CLASSE DES MINES DE SUBSTANCES</u>		
<u>ANTERIEUREMENT SOUMISES AU REGIME LEGAL DES CARRIERES.</u>		
127-130	-	Nouveaux
<u>TITRE VI : EXERCICE ET SURVEILLANCE ADMINISTRATIVE.</u>		
131	-	Nouveau
132	145	
133	145	
134	144	
136	-	Nouveau
137	-	Nouveau
138	148	
<u>TITRE VII : EXPERTISES - INFRACOCTIONS ET SANCTIONS PENALES.</u>		
139	-	Nouveau
140	-	Nouveau
141	146	
142	147	
143	-	Nouveau
<u>TITRE VIII : DISPOSITIONS GENERALES : CONSEIL SUPERIEUR DES MINES.</u>		
144-147	-	Nouveaux



Projet	Décret du 24/9-1937	Remarques
Article	Article	

TITRE IX - DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

148	149	
149	150	Peut être supprimé
150	-	Nouveau
151	-	Nouveau
152	-	Nouveau
153	7	

TITRE X : ENTREE EN VIGUEUR DE LA PRESENTE LEGISLATION.

154	155
-----	-----



# PROJET DE

## REGLEMENT MINIER

### TABLE DES MATIERES COMPARATIVE

Projet Règl..	Décret du 24/9-1937	A.M. du 12/11-37	Projet Lég.min.	Remarques.
Article	Article	Article	Article	
<u>TITRE I : TERRITOIRES OUVERTS A LA PROSPECTION PUBLIQUE.</u>				
1	-	1	12	
2	-	2		
<u>TITRE II : DES LIVRES ET REGISTRES A TENIR.</u>				
3	-	3		
<u>TITRE III : DES RECHERCHES MINIERES.</u>				
<u>CHAPITRE I : DE L'AUTORISATION PERSONNELLE DE RECHERCHES.</u>				
4	11 <sup>der</sup> , 12 <sup>1</sup>	-		
5	13, (14)	4 <sup>1</sup>	13	
6	14	4 <sup>2</sup>		
7	-	-	14	Nouveau
8	17	-	33	
9	18	-		
10	19	-	36	
11	20	-	35	
12	12 <sup>3</sup>	-		
<u>CHAPITRE II : DU PERMIS SPECIAL DE RECHERCHES.</u>				
13	22, 23 <sup>1</sup>	-	18	Nouveau en partie
14	23	-		
15	24, 25, 26	5	(19)	Nouveau en partie
16	-	-		Nouveau
17	27	6		
18	27 <sup>der</sup>	7		
19	28	-		
20	-	8		



Projet L Régl.	Décret du 24/9-1937	A.M. du 12/11-37	Projet Lég.min.	Remarques.
Article	Article	Article	Article	
21	42,43	-	(33)	Nouveau en principe
22	(44)	-		Nouveau
23	(45,46)	(11)		Nouveau
24	29	-		Modifié
25	30,31	-		
26	32	-		
27	34	-		
28	33	9 <sup>1,2</sup>		
29	35,41	-		
30	36,37	-		
31	40	-		
32	-	9 <sup>3,4</sup>		
33	28,(39)	-		
34	48	10 <sup>1,2</sup>		
35	-	10 <sup>3,4</sup>		Nouveau en partie
36	47	-		
37	-	-	17	Nouveau
38	49	-		
39	55,56	-	24	
40	61	-	17	
41	(50),51	12 <sup>1</sup>	22	
42	-	12 <sup>2-4</sup>		
43	52	13,14,15,16	(22)	
44	57		(28,30)	
45	57 <sup>der</sup>	17		
46	60	-		
47	60 <sup>der</sup>	18,19		
48	-	20		
49	58	-		
50	53,59	-		
51	-	-		Nouveau
52	-	-	33,34,35,36	Nouveau

### CHAPITRE III : REOUVERTURE A LA PROSPECTION DES TERRAINS ABANDONNES.

53                      62                      21

### TITRE IV : DE L'EXPLOITATION MINIERE.

#### CHAPITRE I : DE LA CONCESSION D'EXPLOITATION.

54	64	22 <sup>1</sup>	42,43
55	67 <sup>2</sup>	22 <sup>2</sup>	
56	67 <sup>1,3</sup>	23	
57	65	-	45



Projet Régl...	Décret du 24/9-1937	A.M. du 12/11-37	Projet Lég.min.	Remarques
Article	Article	Article	Article	
58	64 <sup>5</sup> ,68	24		
59	-	25		
60	64 <sup>5</sup>	26		
61	64 <sup>5</sup> ,68	-	42	
62	-	27		
62-1	68 <sup>3</sup> ,69	-		
62-2	70	-		
63	-	-	(41)	
64	82 <sup>b</sup> ,82 <sup>bis</sup>	-	(45) 50,51	
65	83	-	(51 <sup>der</sup> )	
66	(83)	-		
67	83 <sup>der</sup>	-		
68	87	-	52	
69				Répétition de l'art. 67
70	82 <sup>3</sup>	-	49	
71	82 <sup>3</sup>	-		
72	82 <sup>3</sup>	-		
73	71,72	30	57	
74	72	31	58	
75	89	-		
76	80,81	-		
77	90	-	(65,66,67,68)	
78	91	-	69,70	
79	94	-	71	
80	-	-	(72)	

CHAPITRE II : DU PERMIS D'EXPLOITATION.

81	64,65,67-70	22-27	75,79
82	82 <sup>b</sup> ,82 <sup>bis</sup> ,83,87	-	77,82



<u>Projet</u> <u>Régl.</u>	<u>Décret du</u> <u>24/9-1937</u>	<u>A.M. du</u> <u>12/11-37</u>	<u>Projet</u> <u>Lég.min.</u>	<u>Remarques.</u>
83	82 <sup>3</sup>	-	78	
84	71,72,89	30,31	85	
85	90,91	-	86	
86	94		87,88	

CHAPITRE III : DE L'EXPLOITATION ARTISANALE.

Nouveau

87	-	-	(92)	
88	-	-		
89	-	-	(91),93	
90	-	-	93	
91	-	-		
92	-	-	94	
93	-	-	94	
94	-	-	102,103	
95	-	-	(102)	

CHAPITRE IV : DU PERMIS DE TRAITEMENT.

96	98	33 <sup>1,2</sup>	108	
97	98	33 <sup>3</sup> ,34		
98	98	35		
99	103-105	36, 37		
100	-	-	(110)	
100-1	106			

TITRE V : DES CARRIERES.

Nouveau

101	-	-	115,118	
102	-	-	119,120	
103	-	-	119,120	
104	-	-	-	
105	-	-	-	
106	-	-	(120)	
107	-	-	-	



Projet	A.M. du	O.L.N°259/SCM du 2/8-1943	Ord.N°43/324 du 13/10-1955	Ord.N°43/305 du 4/10-1956
Article	Article	Article	Article	Article

TITRE VI : COMMUNICATION DE RENSEIGNEMENTS MINIER.

CHAPITRE I : GENERALITES.

108	-	1 <sup>1</sup>	-	-
109	-	1 <sup>2</sup>	-	-
110	-	-	3 <sup>1,2,5</sup>	4
111	-	2	-	-
112	-	1 <sup>der</sup>	-	-

CHAPITRE II : RENSEIGNEMENTS DES MINES ET USINES DE TRAITEMENT.

113	-	-	1	-
114	-	-	2	-
115	-	-	3	-
116	-	-	4 <sup>bis</sup>	-
117	-	-	4	-

CHAPITRE III : RENSEIGNEMENTS DES CARRIERES, ETC.

118	-	-	-	1
119	-	-	-	2
120	-	-	-	3

TITRE VII : DISPOSITIONS DIVERSES.

CHAPITRE I : DES REGISTRES.

121	38
122	39
123	40
124	41

CHAPITRE II : DES CARTES ET PLANS.

125	42
126	43



Projet	A.M. du 12/11-37	O.L.N°259/SCM du 2/8-1943	Ord.N°43/324 du 13/10-1955	Ord.N°43/305 du 4/10-1956
Article	Article	Article	Article	Article

CHAPITRE III : DELIVRANCE DE COPIES.

127            44

TITRE VIII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES.

128            51<sup>2</sup>

129            51<sup>1</sup>